

Travaux du groupe suisse de l'Association Henri Capitant
Volume 111,2014

Les preuves

édité par Alain Thévenaz

Stämpfli Editions

Sommaire

Préface	V
Sommaire	VII

Alessandro Brenci

Preuve et droits fondamentaux	1
1. Quelques considérations étymologiques introductives	1
2. La preuve : esquisse des ressorts philosophiques	2
2.1 La preuve : une enquête des faits juridiques pertinents dans un contexte d'incertitude	4
2.1.1 La preuve : une enquête des faits juridiques pertinents.	5
2.1.2 La preuve : une enquête des faits juridiques pertinents dans un contexte d'incertitude	6
2.2 La preuve : l'établissement des faits juridiques pertinents en vue de la diction du juste	9
2.3 La preuve : brèves considérations relatives à la logique indiciaire	12
3. La preuve : ses liens avec les droits fondamentaux	14
3.1 La preuve et la garantie du droit d'être entendu : esquisses de leurs liens	15
3.2 La preuve et la garantie du droit d'être entendu : les instruments internationaux et internes	17
3.2.1 Les instruments internationaux	17
3.2.2 Les instruments internes	18
3.3 La preuve et la garantie du droit d'être entendu : quelques illustrations sur leur union	20
3.3.1 La preuve et la garantie du droit d'être entendu : les mesures de contrainte	20
a. La fouille corporelle	21
b. Les mesures de surveillance secrètes	21
c. Les infiltrations policières	22
d. Le traitement des données personnelles biologiques récoltées	23
3.3.2 La preuve et la garantie du droit d'être entendu : le témoignage	24
3.3.3 La preuve et la garantie du droit d'être entendu : le droit à une « expertise équitable »	25
4. Envoi	27

La preuve en procédure administrative : prérogatives ou pouvoirs exorbitants de l'Etat ?	29
1. INTRODUCTION	29
2. QUELQUES GÉNÉRALITÉS SUR LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE	30
A. L'organisation de l'activité administrative	30
B. Principes de procédure	33
1. Les maximes applicables en procédure administrative..	33
a. Maxime d'office et maxime de disposition	33
b. Maxime inquisitoire et maxime des débats	34
2. Quelques mots sur l'application du droit	35
3. Quelques mots sur les conséquences d'une décision viciée	36
4. Quelques mots sur l'effet suspensif	38
3. ADMINISTRATION DES PREUVES EN PROCÉDURE ADMINISTRATIVE : POUVOIRS ET DEVOIRS	39
A. Le principe de la libre administration des preuves	39
B. La mise en œuvre de l'administration des preuves	41
1. Généralités	41
2. Les preuves recueillies illicitement	42
3. L'obtention des preuves	44
C. Le droit de l'administré de consulter le dossier	45
D. L'appréciation des preuves	48
1. Généralités	48
2. L'activité sanctionnatrice de l'administration en particulier	49
E. La motivation des décisions	50
F. L'exécution des décisions	51
1. En général	51
2. L'expropriation en particulier	53
3. Les procédures collectives	55
4. L'ADMINISTRATION DES PREUVES EN PROCÉDURE JUDICIAIRE : QUELQUES ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES	56
A. Le pouvoir d'examen du juge	56
1. Généralités	56
2. Les moyens de l'administré contre l'action administrative	57
B. La valeur en justice des preuves recueillies par l'autorité administrative	59

C.	Le contrôle judiciaire en cas d'inexécution des contrats de droit administratif	60
5.	L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE EN PARTICULIER	61
A.	Généralités	61
B.	L'adoption des plans d'affectation	62
C.	Les décisions individuelles et leur exécution	63
6.	CONCLUSION	64

François Bohnet/Yvan Jeanneret

	Preuve et vérité en procédures pénale et civile suisses	67
1.	Introduction	67
A.	Les preuves en matière pénale	67
a.	Collecte des preuves	67
b.	Preuves recueillies sans respect des formalités, limites imposées	68
c.	Présomptions de culpabilité	69
d.	Les preuves illicites	69
e.	Droit de se taire	71
f.	Degré de preuve/motivation	72
g.	Moyens de preuves les plus utilisés, réglementés/hierarchisés	73
B.	Les preuves en matière civile	73
a.	Les moyens de preuve et leur force probante	73
1.	Généralités	73
2.	Les témoignages	74
3.	Les titres	75
4.	L'inspection	75
5.	L'expertise	76
6.	Les renseignements écrits	76
7.	Les déclarations des parties	76
b.	L'administration des preuves	77
1.	Généralités	77
2.	L'audition des témoins et des parties	77
3.	Les restrictions au droit de participer aux opérations	78
4.	Les moyens de preuve obtenus de manière illicite..	78
c.	L'administration anticipée des preuves	79
d.	Le fardeau de la preuve	81
e.	La collaboration à la preuve	82
1.	Généralités	82

2.	Les limites à l'obligation de collaborer des tiers	82
3.	Les limites à l'obligation de collaborer des parties.	83
4.	Les conséquences du refus de collaborer	84
f.	Les maximes de procédure et la charge de la preuve	84
g.	L'application du droit	86
h.	L'examen des faits en deuxième instance	86